

Quelques remarques sur la réunion ouverte d'Aplutsoc du dimanche 1^{er} octobre 2023

Plus de 20 camarades (mais dont seulement 3 femmes) ont participé à cette réunion, remarquable pour l'intérêt, la qualité et la courtoisie des débats. Cette réunion est importante, car elle se situe à un moment crucial de notre époque, mêlant crise de la biosphère, guerre d'agression russe en Ukraine et affrontements politico-sociaux de diverses natures, mais souvent très déterminés et violents, des peuples à leurs dirigeants dans le monde entier. À nouveau se pose la vieille question *Que faire ?* pour les militants qui se définissent comme marxistes, révolutionnaires ou simplement « lutte des classes ». Rien ne saurait à cet égard remplacer le libre débat dans le respect des personnes et des positions de chacun.

Je souhaiterais livrer ici quelques réflexions que m'a inspirées cette réunion. Je le ferai notamment à la lumière de la « plateforme » adoptée par Aplutsoc lors de son assemblée générale du 22 janvier de cette année. Ce texte résume l'orientation et la perspective d'Aplutsoc dans les 4 points suivants :

(P1) la crise climatique et biologique globale causée par la production capitaliste a déjà instauré une situation sans retour en arrière possible, qui par elle-même conduit à un **emballement**, destructeur pour la majorité du genre humain et des milieux naturels ;

(2) il ne s'agit pas pour des révolutionnaires efficaces d'inventer le mouvement réel des luttes sociales et des luttes humaines pour la survie, mais de l'aider à aller de l'avant sur la base de ce qu'il contient déjà, en reliant les revendications, écologiques, économiques, démocratiques, féministes, menant invariablement à une seule et même conclusion : la **prise du pouvoir** par le prolétariat, c'est-à-dire la réalisation de la démocratie par la destruction des appareils d'État du capital et de leurs principaux relais (Bourse, médias...) et leur remplacement par des formes élues, démocratiques, à tous les niveaux ;

(3) cette méthode politique vaut pour **tous les États** du monde, bien entendu dans le cadre de leurs spécificités propres ;

(4) nous prenons tout l'**héritage programmatique** de l'histoire du mouvement ouvrier au sérieux, en relation avec le programme d'action immédiat et concret dont les trois points précédents posent le fondement, sans bien entendu mettre un point final à son élaboration et à son évolution permanentes : la théorie est un guide pour l'action à condition qu'elle y puise son contenu.

L'effondrement

L'**accélération** considérable de la crise de la biosphère ces dernières années et ces derniers mois, bien qu'annoncée depuis des décennies par certains d'entre nous, a surpris jusqu'à ceux-ci. Cette crise n'est nullement limitée au dérèglement climatique, mais comporte bien d'autres volets systématiquement ignorés ou minimisés aujourd'hui, comme l'extinction massive, inédite par sa rapidité et son ampleur dans toute l'histoire de la planète, des espèces vivantes du globe, la destruction et perturbation de nombreux cycles, la pollution vertigineuse des eaux, des sols et de l'atmosphère, etc. Comme toute accélération, celle-ci va « se nourrir elle-même », en raison des multiples boucles de rétroaction, de synergie et d'amplification qui caractérisent les phénomènes biologiques et écologiques. Pendant des décennies (mais encore maintenant pour la plupart des responsables et des médias), la formule magique « *Si rien n'est fait* » a permis d'annoncer mollement l'effondrement, dans ses diverses dimensions, tout en le tenant à distance, en laissant croire que « quelque chose serait fait », ce qui était un

mensonge éhonté et conscient. Ceux qui annonçaient que « bientôt il sera trop tard » étaient traités de pessimistes invétérés et dangereux, de catastrophistes ou « effondristes » irresponsables, au nom d'un optimisme quasi-religieux et nourri d'un mélange de déclarations creuses et incompetentes sur l'« adaptabilité » et la « résilience » de « la nature », des sociétés et des humains, et des promesses de « solutions technologiques » magiques à la crise en cours. Il faudra encore un moment avant que les politiciens, mais aussi les « experts » et les scientifiques eux-mêmes (champions de l'« injonction d'optimisme » aveugle) l'admettent, mais il est maintenant **trop tard**. Il n'y aura pas de retour en arrière vers « le monde d'avant ». L'effondrement va se poursuivre et s'approfondir, d'année en année, de mois en mois, et les commentateurs continueront à s'étonner de nouveaux « records », à dire « si rien n'est fait » puis à passer aux résultats des compétitions sportives ou aux potins mondains. L'effondrement va d'abord concerner le climat (phénomènes « extrêmes »), les flux d'énergie et de matière (fontes des glaciers, incendies géants, montée des niveaux marins, disparition ou inversion des courants trans-océaniques comme le Gulf Stream, diminution drastique des nappes phréatiques, déforestation et désertification, pollutions irréversibles à l'échelle humaine, etc.), les extinctions massives d'espèces dont la majorité (des millions) restent inconnues de la science, entraînant des bouleversements imprévisibles dans le fonctionnement des écosystèmes, avec des conséquences sur l'agriculture et l'élevage, les ressources nutritives pour les humains, les pandémies et la santé humaine. Elle se continuera et combinera avec les crises socio-économiques déjà en cours, notamment les migrations humaines massives des pays du « Sud » vers ceux du « Nord », qui n'en sont qu'à leurs balbutiements : ce seront bientôt des millions de réfugiés qui se presseront aux portes de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de quelques autres pays « privilégiés », qui les « accueilleront » avec des navires de guerre et des ports hostiles, des murs et des barbelés, des mines, des mitrailleuses, et des camps-mouroirs. La crise économique du capitalisme en cours, les conflits militaires actuels et à venir, et les germes de guerre civile déjà présents dans de nombreux pays, se combineront avec la crise bioclimatique pour générer des situations nouvelles, aux conséquences destructrices à court, moyen et long terme.

Pour n'en prendre qu'un seul exemple, la relance actuelle, dans divers pays, du nucléaire qualifié frauduleusement de « civil » et prétendument « décarboné », est particulièrement malvenue et irresponsable au moment même où les conditions environnementales (réduction parfois drastiques du débit des fleuves et augmentation de leur température, incendies géants, inondations rapides) et politico-sociales (recours croissant à la sous-traitance, diminution des contrôles, de leur sérieux et de leur indépendance, risques terroristes et directement militaires) augmentent de plus en plus les risques d'accidents dans les centrales, les entrepôts de déchets et même les bases militaires et sous-marins abritant des armes nucléaires, ce qui fait dire à certains comme Noam Chomsky que le risque nucléaire d'anéantissement de la vie sur terre (notamment en raison de l'« hiver nucléaire ») est peut-être encore plus important aujourd'hui, sans même parler d'une guerre atomique proprement dite, que ceux liés à la crise de la biosphère.

Quelles que soient les précautions prises pour faire face à ces bouleversements, elles n'empêcheront pas l'irruption désespérée, incontrôlée et imprévisible dans ses détails, des masses dans les sociétés, les ruptures d'équilibres, les renversements de gouvernements et la fermentation de guerres civiles et/ou inter-étatiques. Mais le devenir de ces mouvements insurrectionnels ou révolutionnaires sera lui-même incertain et imprévisible, surtout si ces mouvements ne sont pas préparés et organisés, comme tant d'autres mouvements révolutionnaires bien commencés mais mal finis lors des dernières décennies (à l'instar des « révolutions arabes »).

Dire qu'il est maintenant « trop tard » pour stopper la crise de la biosphère revient à reconnaître que nous sommes passés de l'« urgence » (à laquelle de capitalisme n'a jamais eu l'intention de répondre, malgré ses nombreuses « grandes messes internationales » style COPs, destinées avant tout à s'assurer que toutes les mesures éventuellement prises ne contrecarreront en aucune manière le maintien et l'accroissement de la plus-value) à la nécessité de gérer des « priorités » pour faire face aux conséquences de la catastrophe en cours et préparer l'« adaptation » au « monde dévasté de demain ». Pour les États actuels, nul doute que cette préparation inclut celle d'instaurations de régimes policiers et militaires, le contrôle accru (y compris depuis l'espace et en s'appuyant sur le réseau électronique mondial et l'« Intelligence Artificielle ») des populations et de leurs mouvements, et la préparation de massacres de grande ampleur.

Face à cela, où en est la préparation des populations et des organisations ouvrières et démocratiques à ces événements inéluctables, à la policarisation et militarisation croissante des sociétés, à la surveillance de plus en plus étroite des citoyens ? Qui peut croire sérieusement que la pédagogie, l'information et la propagande, les zads, les « îlots de résistance », les manifestations « festives et pacifistes », et même les grèves sans perspective de prise du pouvoir d'État, seront à la hauteur de l'enjeu ?

Les sources et les causes

Il n'est possible de faire face à une situation de conflit et de danger que si l'on a une compréhension au moins générale et superficielle du déroulé historique et des causes du phénomène concerné. C'est pourquoi, et dans la perspective de l'action et pas d'une connaissance encyclopédique, il est nécessaire de comprendre « ce qui a mené l'humanité dans cette situation », qui n'était nullement inéluctable.

Il y a encore quelques décennies, nombreux étaient ceux qui rendaient responsable de cette évolution l'« Homme », comme s'il existait une entité unifiée (l'espèce biologique *Homo sapiens*) agissant de manière homogène, concertée et centralisée. D'autres faisaient appel au concept mythique de « nature humaine », caractérisée surtout par des tendances biologiques et psychologiques (à la domination, à la destruction, au paternalisme, etc.), indépendamment des régions du monde et des classes sociales. Peu à peu toutefois s'est imposée l'idée (soutenue depuis longtemps par certains) que ce n'était pas une entité abstraite (« l'Homme », l'humanité) qui était responsable de la catastrophe en cours et à venir, mais que c'était « le Système », pendant longtemps sans caractériser celui-ci plus avant. Aujourd'hui enfin, de plus en plus de citoyens, de militants et d'organisations n'hésitent plus à désigner ce Système sous son nom, le capitalisme. Certes, mais encore ? En quoi et pourquoi le capitalisme, tel que défini pour la première fois clairement par Marx et Engels, ou plus précisément son avatar mondialisé l'impérialisme, caractérisé comme « stade suprême du capitalisme » il y a un peu plus d'un siècle par Lénine, a-t-il été et est-il le système qui a préparé et développé les conditions de l'effondrement en cours et surtout à venir ?

Dans une approche matérialiste, à juste titre en vigueur au sein du mouvement ouvrier depuis près de deux siècles, ce ne sont pas, ou guère, les aspects idéologiques ou psychologiques qui sont à prendre en compte dans la recherche d'une telle explication, mais avant tout les aspects concernant l'organisation matérielle de la société, le travail et les forces productives, les techniques et leur impact sur les relations entre l'activité humaine et l'ensemble des écosystèmes et de la biosphère.

Les géologues, les paléontologues et les biologistes ont depuis longtemps divisé l'histoire de la planète en un certain nombre d'« ères », « périodes », « cycles » ou « systèmes » chronologiques, stratigraphiques ou géologiques, qui ont fait l'objet de nombreuses discussions avant leur éventuelle validation, puis invalidation, par des congrès scientifiques internationaux, en fonction des critères retenus pour fixer leurs débuts et leurs fins. Les fameuses « ères » longtemps admises, comme le quaternaire (2,6 millions d'années) pour les périodes glaciaire (pléistocène) et postglaciaire (holocène), sont actuellement remises en cause de diverses manières mais aucun consensus n'existe entre spécialistes de diverses disciplines. Parmi les termes récemment « à la mode », notamment dans les médias plus que dans la littérature scientifique, deux sont particulièrement intéressants pour les marxistes et militants révolutionnaires : celui d'**anthropocène**, qui date de 1922 et est particulièrement bien exposé notamment dans le livre de Ian Angus (*Face à l'anthropocène*, 2018) et celui de **capitalocène**, qui date de 2009, pour désigner la même période mais en insistant sur le fait que ce n'est pas l'humanité dans son ensemble mais le système capitaliste qui est responsable de la crise de la biosphère. Toutefois ce dernier terme est également conçu par certains, non pas comme un synonyme d'anthropocène comme il l'était au départ, mais comme la dernière période du premier. Ces termes n'ayant aucune définition internationale consensuelle, leur emploi relève plus de la « communication » que de la science.

Les humains ont commencé à transformer la planète terre quasiment depuis leur émergence et surtout leur sédentarisation, en entraînant de nombreuses extinctions de grands vertébrés, des déforestations et désertifications, mais ces impacts destructeurs ont pris de plus en plus d'ampleur au cours des millénaires et des siècles. Un événement crucial à cet égard a été l'apparition et le développement du capitalisme industriel, mais la date exacte en est débattue (voir « Anthropocène » sur Wikipédia). Lors de notre réunion, j'ai voulu attirer l'attention sur le fait que le point d'inflexion fondamental pour caractériser l'époque actuelle est le passage de techniques fondées sur l'exploitation de ressources directement extraites de l'environnement géologique et biologique, certes destructives de l'environnement mais n'entraînant en général (sauf en matière d'extinctions d'espèces) que des perturbations potentiellement **réversibles** (quoique parfois à très long terme), à des perturbations **irréversibles** à l'échelle humaine, qui datent pour la plupart du 20^e siècle. Je n'ai pas voulu ouvrir une discussion terminologique quant au terme approprié pour désigner cette période et j'ai employé, sans doute maladroitement, le terme de capitalocène sans le discuter, pour attirer brièvement l'attention, sans développer, sur ce qui a émergé au début (Titanic, première guerre mondiale) et surtout au milieu (bombe atomique) du 20^e siècle : le développement impétueux et accéléré lors des deux guerres mondiales des technologies de destruction, puis juste à la suite de la « guerre de Trente Ans » (1914–1945), de technologies fondées sur l'utilisation de techniques physico-chimiques nouvelles s'appuyant la transformation profonde des matières premières, comme la radioactivité, mais aussi la manipulation des acides nucléiques et autres molécules organiques, produisant des molécules qui une fois introduites dans l'environnement n'y sont pas détruites ou recyclées. Sans entrer dans les détails, j'ai mentionné les travaux de Jean-Marc Royer, qui développent ces questions. Étonnamment, mon intervention n'a pas entraîné de discussion sur ces aspects, mais une discussion terminologique sur l'emploi du terme capitalocène et sur les limites de la période désignée par ce terme. Cette discussion, qui avait tout d'un débat purement académique et n'avait guère sa place dans une discussion militante, s'est trompée de cible : elle a consisté à discuter de la période d'émergence du **capitalisme**, pas du capitalocène, ce qui n'est pas nécessairement la même chose selon la définition que l'on adopte pour ce dernier. Ce sur quoi je voulais attirer l'attention n'est pas la préhistoire ou l'histoire du capitalisme, mais sur les caractéristiques nouvelles du capitalisme « moderne », surtout depuis 1945, qui ont modifié

considérablement et qualitativement, en quelques décennies, les relations entre les sociétés humaines et l'ensemble de la biosphère.

Dans mon texte [*Marxisme et biosphère, 4^e partie*](#) (Aplutsoc, 19 janvier 2022), j'écrivais : « Si l'on considère que l'anthropocène débute avec l'extinction de la mégafaune (vertébrés géants), tout d'abord insulaire (il y a environ 50.000 ans), on peut distinguer au sein de celui-ci le « capitalocène » datant du début du capitalisme industriel (vers 1760), mais la césure la plus importante est celle qui peut être datée très précisément du 16 juillet 1945, avec l'explosion de la première bombe atomique lors de l'essai Trinity sur la base d'Alamagordo aux USA, « couronnement » du « projet Manhattan » lancé par Roosevelt en 1940, prélude aux bombardements d'Hiroshima et Nagasaki des 6 et 9 août 1945, qui ont ouvert à la voie à l'« ère nucléaire » dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Celle-ci a propulsé la technologie scientífico-industriale-militaire à la place de facteur principal des relations entre les humains et entre eux et l'ensemble de la biosphère. Ce point de basculement est quasiment synchrone de la découverte (1944–1953) de la structure de l'ADN, de son rôle dans l'hérédité et de ses fonctions, qui fut à la base de l'expansion d'une multitude de biotechnologies qui ont également modifié considérablement la biologie, la médecine, l'agriculture et de nombreux autres domaines. Le terme de **nucléocène**, qui renvoie à la fois au noyau atomique et au noyau de la cellule (qui contient l'ADN chez les organismes cellulaires) serait particulièrement approprié pour désigner la période du capitalocène postérieure à 1940. »

Le point central de cette question a été bien développé notamment par Jean-Marc Royer dans deux livres remarquables (*La science, creuset de l'inhumanité*, 2012 ; *Le monde comme projet Manhattan*, 2017) et aussi dans divers textes disponibles sur le net dont je vous joins trois exemples (textes similaires mais plus ou moins détaillés, reflétant de manière intéressante l'évolution de la pensée de l'auteur). En fait, les idées en question ont commencé à être exprimées moins de 20 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale (Rachel Carson, *Printemps silencieux*, 1962 ; Barry Commoner, *Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?*, 1963, et *L'encerclement*, 1971 ; Jean Dorst, *Avant que nature meure*, 1965), mais encore aujourd'hui la spécificité du capitalisme post-1945 par rapport au capitalisme antérieur n'est pas été saisie par de nombreux commentateurs de cette question. Ce ne sont pas « les techniques » en soi, de manière indifférenciée, qui sont en cause, mais leur utilisation actuelle. Certes, l'utilisation des sources fossiles d'énergie (charbon, pétrole, gaz) n'est pas nouvelle dans cette période, mais l'ampleur de cette utilisation l'est : elle est en grande partie liée à l'augmentation exponentielle de la population humaine mondiale, et conséquemment des émissions de CO₂ par les transports (routiers, aériens et maritimes), l'industrie, l'agriculture, l'habitat, etc., contribuant ainsi au dérèglement climatique et à ses conséquences (fonte des glaces, inondations, incendies, etc.). Mais ce phénomène, pour important qu'il soit, n'est pas le seul qui contribue à l'effondrement : les pollutions radioactives (sans parler des guerres et des accidents dans les centrales), chimiques et biologiques (liées notamment aux pesticides), l'utilisation de technologies destructrices vis-à-vis des flux et cycles de la biosphère, l'informatique, internet et bientôt l'« Intelligence Artificielle » (qui n'est pas une intelligence, fondée sur une conscience et des intentions !), y contribuent aussi. L'ensemble de ces éléments étayait l'idée que c'est l'utilisation **nouvelle** de la technologie depuis 1945, et la « technophilie » qui l'accompagne, qui constitue l'élément déterminant de la caractérisation des relations entre les populations humaines et le reste de la biosphère (dont les humains font partie) du capitalisme aujourd'hui.

Transition écologique, écologie punitive, décroissance, démocratie

La prise de conscience par les scientifiques de la perspective de la crise de la biosphère causée par les activités humaines a commencé dès le 19^e siècle, mais, imprégnés de « positivisme rationaliste » et d'« injonction d'optimisme », ils ont pendant longtemps fort peu fait pour populariser ces découvertes. Quelques-uns d'entre eux seulement ont commencé à le faire à partir des années 1960, mais ce n'est que très récemment que ces informations se sont peu à peu répandues dans notre société, quoique de manière souvent très déformée et édulcorée. Le rôle des multinationales, soutenues par tous les gouvernements du globe et longtemps par la sphère médiatique, pour maintenir secrètes la plupart de ces informations a été déterminant pour le retard pris à cet égard. Comme je l'ai déjà souligné à diverses reprises, le mouvement ouvrier, y compris « révolutionnaire », a été lamentable en soutenant l'omerta sur cette question. Seule la (très hétérogène) « mouvance écolo » a contribué efficacement à la diffusion de ces informations, donnant à cette mouvance une visibilité rapide, au détriment des idées « de gauche » jusque-là structurantes dans l'attitude des « peuples » vis-à-vis des questions politico-sociales fondamentales.

L'absence de toute réaction efficace des gouvernements et des entreprises face à la crise de la biosphère, et l'incapacité de la « société civile », c'est-à-dire du prolétariat au sens large, à s'emparer de cette question, explique que le processus menant à l'effondrement n'ait pu être bloqué ou fortement ralenti tant qu'il en était encore temps. Comme souligné ci-dessus, à mon avis il est maintenant trop tard pour le faire : le mouvement enclenché va se poursuivre et s'approfondir d'année en année. La question n'est plus d'empêcher l'effondrement, mais de se préparer à l'affronter et à le gérer, pour tenter de sauver le plus possible de ce qui constitue les sociétés humaines aujourd'hui. Cette perspective implique de comprendre pleinement qu'il faut admettre que tout ne pourra plus continuer comme avant, que, d'une certaine manière, l'humanité a fini de manger son pain blanc et que des changements considérables vont s'imposer, que nous le voulions ou non dans le fonctionnement de nos sociétés et nos modes de vie, concernant nos relations avec les écosystèmes. Ceci non pas pour des raisons psychologiques ou idéologiques (notamment « éthiques »), mais pour des raisons matérielles. De deux choses l'une : soit les sociétés humaines seront capables d'effectuer les nécessaires mutations considérables volontairement, de manière organisée, et en **imposant** celles-ci à ceux qui tenteront de l'empêcher, en d'autres termes, les capitalistes et leurs alliés, soit ces bouleversements se réaliseront à notre insu, de manière désordonnée, violente et destructrice, réalisant la formule d'Engels, « la nature se venge ». Il ne s'agit pas (ou plus) d'une **option**. Ces changements toucheront la plupart des domaines : les déplacements, l'habitat, l'alimentation, l'agriculture et l'élevage, l'exploitation des ressources minérales et biologiques, l'origine et l'utilisation de l'énergie (notamment électrique), etc.

Même s'ils sont secondaires par rapport à l'action organisée des entreprises et des États, on ne peut nier que, en Europe du moins, deux éléments de langage ont joué un rôle de repoussoir face à la perspective d'une modification maîtrisée de nos rapports avec la biosphère : le terme de « décroissance » et l'expression « écologie punitive ».

De quelles croissance et décroissance le premier parle-t-il ? Celui des conditions matérielles de vie (éducation, dignité, sécurité, santé, alimentation, habitat, déplacements) des populations humaines, des travailleurs, de la jeunesse, des femmes, ou celles de la plus-value accumulée de manière toujours croissante par une frange de plus en plus restreinte de la

société ? Que signifient ces termes pour la majeure partie de la population humaine du globe en situation de sous-alimentation, de déficit hydrique, d'insécurité, d'intolérance, de racisme, de conflits, de massacres ? L'augmentation du confort, des loisirs et distractions (voyages touristiques, jeux du cirque, aliénation ludique au numérique – au détriment des relations humaines et de la culture, et plus généralement du fonctionnement psychique de milliards d'humains) constitue-t-elle une « croissance » ? Les forces productives de l'humanité continuent-elles de « croître », et pour le bénéfice du grand nombre ? Ne sont-ce pas plutôt les **forces destructives** qui ont suivi un développement impétueux depuis le début du 20^e siècle ? La « croissance » que les « économistes » autres idéologues, chiens de garde et propagandistes à la botte, tentent de nous vendre, c'est celle d'une continuation d'un détournement, d'un dévoiement de quantité de ressources au service du profit de leurs maîtres, pas d'une amélioration des conditions de vie de la majeure partie de l'humanité. Et à l'époque de l'effondrement de la biosphère, cette amélioration **exige** (ce n'est pas une option) une mutation profonde dans les relations entre les activités humaines et les écosystèmes qui les abritent, pas une exacerbation de l'exploitation et de la destruction de ces derniers.

Quant à l'écologie punitive, cette formule a été, reconnaissons-le, habilement choisie par les propagandistes de l'inertie face à l'effondrement. Elle laisse entendre que l'humanité aurait le choix : continuer comme avant ou modifier drastiquement certains aspects fondamentaux de son économie et de ses relations avec la nature. Or nous n'avons pas le choix. « Si rien n'est fait », nous serons désarmés et impuissants face au dérèglement climatique, à l'effondrement accéléré des ressources alimentaires, hydriques et énergétiques, et à toutes leurs conséquences économiques, politiques, sociales et militaires. C'est bien cela qui sera « punitif », pas une tentative (au succès de toute manière de plus en plus incertain à mesure que l'on tarde) d'éviter le pire en se préparant à la vague qui sinon va tout submerger.

Il ne s'agit donc pas de se préparer (très mollement de surcroît, et en veillant constamment à ménager les profits) à une « transition écologique » qui consisterait à remplacer certaines pratiques par d'autres « moins destructrices » mais tout en maintenant dans la majeure partie des domaines le fonctionnement actuel de la société, incluant notamment les « loisirs ». L'exemple le plus flagrant à cet égard est certainement celui de la voiture individuelle. Les milliards de véhicules individuels qui sillonnent chaque jour la planète apportent une contribution gigantesque à l'émission de gaz à effet de serre. Si vraiment nous voulions réduire **rapidement et considérablement** ces émissions, la première piste à explorer ne serait certainement pas de modifier la source énergétique permettant à ces véhicules de rouler (pour la remplacer par une autre source, électricité, hydrogène, pourquoi pas nucléaire ?, qui impliquera d'autres nuisances environnementales tout aussi graves), mais de réduire drastiquement le parc automobile mondial – au grand dam des industriels vendant les voitures comme de ceux vendant l'énergie (pétrole, électricité ou autre) – et de cesser d'augmenter le réseau autoroutier. Une telle décision aurait indéniablement des inconvénients, avant tout au niveau du confort de vie et du « plaisir » de millions d'individus – mais serait-ce un prix trop cher à payer pour la survie ? Bien entendu, les voitures individuelles ne sont pas seulement au service des désirs et distractions des individus, mais correspondent aussi à de réels besoins. C'est donc sur des solutions de substitution rapides à la voiture qu'il serait urgent de travailler, et pas à la mutation du parc automobile pour lui permettre de maintenir les plus-values des actionnaires. Ces solutions sont potentiellement nombreuses, impliquant la réhabilitation et l'extension d'un réseau ferroviaire fin et la multiplication de transports en commun gratuits à l'échelle de tout le territoire, la diminution drastique des distances entre la production et la consommation, entre l'habitat et l'emploi, l'enseignement et les organismes de santé, etc. Les mesures à prendre devraient avoir pour objectif premier de réduire la

dépendance aux nombreuses technologies, mortifères par nature, développées depuis le milieu du 20^e siècle par le capitalisme nucléocène, pour les remplacer par des techniques plus respectueuses de l'environnement.

C'est la mouvance écolo, s'appuyant largement sur les connaissances scientifiques disponibles à un moment donné, qui a développé, souvent dans le détail, les réflexions et propositions sur les solutions possibles à ces problèmes à tous les niveaux et dans tous les domaines de fonctionnement de la société à l'échelle locale, régionale, nationale et mondiale. Ces réflexions et propositions sont et seront potentiellement très utiles, mais ce mouvement aurait-il à lui seul la capacité de les faire passer du projet à la réalité ?

Du fait de sa longue déconnexion, pendant des décennies, vis-à-vis du mouvement ouvrier, et particulièrement sous ses formes révolutionnaires (généralement confondues avec le stalinisme), la mouvance écolo n'a pu bénéficier de l'expérience et de la tradition théorique et pratique du mouvement ouvrier, évoquées dans la « plateforme » d'Aplutsoc ci-dessus. Or l'un des points les plus importants de cette dernière est la question du **pouvoir**, considérée comme centrale, et c'est justement sur ce point que se situe la divergence principale qui nous sépare de la vaste majorité (mais heureusement plus la totalité) de la mouvance écolo mais aussi d'une partie du mouvement ouvrier. Tout au long de son histoire, cette mouvance s'est caractérisée par trois tendances distinctes mais complémentaires : la priorité donnée aux actions locales, « de terrain », assortie d'une méfiance à l'égard d'une approche nationale ou internationale des questions ; la tentative de « convaincre » les entreprises et les gouvernements en place de devenir « vertueux », de privilégier le « débat » plutôt que le « combat » ; éventuellement, l'ambition de l'accès aux organes de pouvoir, mais ceci par la voie électorale, et de toute manière sans toucher à l'État et à la Constitution.

L'attitude des marxistes révolutionnaires vis-à-vis des questions écologiques depuis une cinquantaine d'années a longtemps frôlé la schizophrénie. Ainsi que je l'avais déjà souligné dans mon texte de 1977 paru dans *Informations Ouvrières* (voir <https://lherbu.com/2018/10/ecologie-marxisme-et-lambertisme-5.html>), dès cette époque un bon nombre de militants avaient conscience de ces problèmes et en tenaient compte dans leur vie privée (dans leurs choix alimentaires par exemple) mais estimaient qu'il ne s'agissait pas de problèmes politiques. D'autres, comme il l'a été souligné lors de notre réunion de dimanche, intervenaient même dans certains combats écolos (comme le Larzac, Plogoff ou Notre-Dame des Landes), mais ne faisaient pas le lien avec les « luttes » proprement politiques à l'échelle nationale. Comme il s'agissait d'engagements individuels, n'impliquant pas les organisations ouvrières et « révolutionnaires » en tant que telles, ils n'ont nullement contribué à la « légitimation » de ces dernières aux yeux des écolos, ce qui constitue actuellement un problème important pour effectuer la liaison indispensable entre ces derniers et les combats « lutte des classes ».

Ce qui distingue Aplutsoc de grand nombre d'organisations aussi bien « révolutionnaires » qu'écolo est l'attitude vis à vis du pouvoir et de l'État. Comme l'a amplement démontré le dernier siècle, les « luttes » en soi ne mènent à rien, sinon à d'éphémères satisfactions lors de reculs partiels de ce dernier, dans des domaines « périphériques ». L'État capitaliste de la dernière période historique s'est adapté et est capable de « lâcher du lest » temporairement en abandonnant partiellement certaines batailles jugées secondaires, et notamment certaines portions de territoire, comme le Larzac, le Chiapas ou certaines zads, qui ne posent pas la question du pouvoir central, avant de les reprendre en période de reflux de la lutte des classes. Dans d'autres cas en revanche, il ne lâche rien, car le faire fragiliserait l'État lui-même. Si les

derniers combats nationaux contre les contre-réformes de Hollande et de Macron, culminant dans la bataille des retraites, ont été des défaites des travailleurs, ce n'est pas seulement parce que toutes ces lois profondément réactionnaires ont bien été finalement promulguées, mais parce que, grâce au soutien conscient, habile et puissant des appareils des confédérations syndicales et des partis politiques « de gauche », ces batailles ne se sont pas concentrées sur la question fondamentale de l'État, incarnée dans des mots d'ordre comme « Macron démission » ou « Assemblée Constituante ». À cet égard, elles se sont montrées moins pertinentes que le combat « inorganisé » gilets jaunes, sans-culottes des ronds-points, qui sont allés jusqu'à monter à l'Élysée.

Les questions liées à la crise de la biosphère ne pourront être résolues en emboîtant le pas aux combats pour « accélérer la transition écologique » (qui est un piège, notamment dans leur approche technophilique, cherchant à promouvoir de nouvelles technologies comme l'ingénierie écologique ou des technologies nucléaires alternatives afin de ne pas menacer les modes de vie actuels), ou même pour « multiplier les zads » et autres combats « citoyens » locaux, mais en mettant sans cesse en exergue la question du pouvoir central, qui en France se concentre dans la Constitution de la 5^e République. Cette attitude est certes actuellement à contre-pied de celle consistant à chercher des solutions locales, décentralisées, aux problèmes, dans une tradition anarchiste ou autogestionnaire, ce qui explique le peu d'écho de certaines des campagnes récentes d'Aplutsoc, comme celles parfaitement justifiées pour le boycott des dernières présidentielles ou pour la manifestation nationale pour virer Macron lors de la bataille des retraites.

La question centrale qui se pose à nous aujourd'hui est de savoir comment effectuer notre liaison avec la mouvance écolo. Il ne peut s'agir uniquement de reprendre à notre compte les mots d'ordre et actions de celle-ci, ce qui n'augmentera pas notre « légitimité ». Il s'agit de contribuer à la formulation de mots d'ordre proposant des actions à portée nationale ou internationale. Quelques exemples en ont été brièvement discutés lors de notre réunion, comme le combat contre les JO de 2024, contre l'industrie automobile (qui pourrait commencer par une interdiction de la publicité pour les voitures) ou les fournisseurs d'énergie comme Total. De tels combats concentreraient de manière très « pédagogique » bon nombre de questions fondamentales, mais ne seraient en fait que des escarmouches préliminaires.

Il ne faut pas se voiler la face. De tels combats se heurteront à des résistances « citoyennes ». Nous en avons eu des exemples au sein même de notre réunion. Une action contre les JO, concentrant de manière exemplaire toutes les questions liées à l'organisation de maxi-événements dits « sportifs » ou « artistiques » comme les championnats du monde ou les méga-concerts ou festivals (activités relevant de « société du spectacle » mais qui constituent fondamentalement des opérations financières et immobilières générant à la fois des plus-values et des pollutions géantes), se heurterait sans nul doute à des résistances « populaires », attisées par les médias les qualifiant d'écologie punitive. Ces résistances seraient encore plus grandes (sauf chez les jeunes) à l'égard de puissantes actions organisées pour la réduction drastique du parc de voitures individuelles – qui bien entendu ne saurait être totale, notamment en zones rurales, et qui exigerait des modifications fondamentales de l'organisation des transports d'individus, des réseaux routiers et ferroviaires, etc.

Ces résistances prévisibles poseront sans aucun doute la question du rôle de la « démocratie » dans une perspective de lutte pour le pouvoir. Même confrontées dans leur vie quotidienne à des événements destructeurs extrêmes, il est vraisemblable que les populations auront du mal à se délivrer rapidement de la prégnance de l'idée (bien que celle-ci soit

démence chaque jour par les faits) que « la technologie » apportera une réponse à tous les problèmes actuels, et de la négation de l'extrême **urgence** d'actions drastiques pour rendre possible l'adaptation à l'effondrement inéluctable et ne pas laisser aux États actuels toute latitude pour préparer la mise en place de formes d'États pleinement policiers et militaires pour gérer de manière sanglante la catastrophe. Face à la propagande et au matraquage des médias sur le mode « si rien n'est fait mais ne faisons rien », les moyens « pédagogiques » des organisations ouvrières et écolo sont aujourd'hui, reconnaissons-le, insuffisants. Bien des « citoyens » restent convaincus que la question aujourd'hui n'est pas seulement de répondre à leurs **besoins**, mais également de maintenir leurs **habitudes** et de satisfaire leurs **désirs** : « bagnole », spectacles, voyages, utilisation ludique de la téléphonie et de l'électronique, de technologies récentes « facilitant la vie quotidienne », etc. Si demain des élections, référendums ou autres consultations électorales sur des questions fondamentales comme la voiture, le numérique ou les jeux du cirque étaient organisés, en l'absence d'informations détaillées sur la situation mondiale réelle et pas fantasmée (du style, « c'est un mauvais moment à passer mais ensuite tout redeviendra comme avant »), il est fort peu douteux que la résistance à des changements fondamentaux dans les modes de vie serait très forte. Or la prise du pouvoir et la destruction de tous les États capitalistes actuels peut de moins en moins attendre avant qu'il soit trop tard. Cette prise du pouvoir ne pourra s'effectuer par la voie électorale, et, si elle était réalisée, elle ne pourrait pas attendre un comblement rapide de toutes les lacunes actuelles dans la compréhension des processus en cours et des décisions urgentes à prendre. Plutôt qu'une gestion « démocratique » de la société, à ce stade ne serait-il pas nécessaire d'envisager un équivalent contemporain de la notion de « dictature du prolétariat » telle que conçue par les marxistes avant son dévoiement absolu par le stalinisme et ses rejets dans le monde entier ?

Gaïa, l'animisme et le matérialisme historique

La discussion de dimanche dernier est revenue sur l'emploi du terme « Gaïa » pour dénommer la biosphère, que j'avais critiquée sur notre site car renvoyant à une idéologie millénariste, new age, anti-rationaliste et en fait religieuse. Cet emploi a été soutenu par certains intervenants, rappelant que le terme Gaïa est mentionné dans les Constitutions de quelques États latino-américains, et évoquant même de manière positive une conception « animiste » du monde, sous-tendant certains combats avant tout paysans contre la destruction de la biosphère. Il me paraît important de répéter ici qu'une telle approche est diamétralement opposée à la conception du monde du matérialisme historique et dialectique, fondement du marxisme révolutionnaire.

Cette approche n'existe pas seulement dans les communautés « autochtones » bien mal dénommées « peuples premiers ». Elle est également importante dans certains pans de la mouvance écolo et est défendue aussi bien par certains lanceurs d'alerte concernant la crise de la biosphère comme Pablo Serville et Raphaël Stevens (*Comment tout peut s'effondrer*, 2021 ; *Un autre monde est possible*, 2022), qui envisagent de signer un « pacte » entre l'humanité et « la nature » comme si cette dernière pouvait tenir un stylo, que par des philosophes reconnus, comme Isabelle Stengers, qui propose d'oublier les nombreuses connaissances dont nous sommes redevables à la science et d'en revenir aux « savoirs empiriques paysans ».

La plupart de ces démarches reposent sur une méconnaissance et/ou une incompréhension de la nature de la connaissance scientifique, qui est susceptible d'intégrer les apports de tous les autres modes de connaissance mais après avoir soumis ces connaissances à des examens

rationnels et pas seulement admises telles quelles sur la base de croyances de nature religieuse.

Prenons juste quelques exemples. On lit sous la plume de ces thuriféraires des pratiques paysannes des affirmations comme « les arbres communiquent entre eux par leur rhizosphère », certains animaux communiquent entre eux et collaborent, ou les espèces ont des « stratégies évolutives », formule qui est même présente et fréquente dans la littérature scientifique où elle ne devrait pas avoir sa place, et qui n'est pas de nature différente des commentaires habituels de nombreux reportages animaliers télévisuels, qui nous assènent en permanence des commentaires selon lesquels tel ou tel animal aurait tel ou tel comportement **pour** obtenir tel ou tel résultat.

Toutes ces approches reposent sur une conception anthropocentrique de la nature, selon laquelle les plantes, les animaux, les écosystèmes et pourquoi pas les planètes et les galaxies, seraient des êtres vivants, pourvus de conscience ou de proto-conscience, ayant des **intentions**, des **projets** et/ou répondant à des **plans**. Elles font foin de la révolution copernicienne de Darwin et Wallace de 1859 qui ont été les premiers à formuler clairement l'idée que la diversité des espèces non seulement n'est le résultat d'aucune « création divine » comme le professent les créationnistes, ce qui était déjà compris avant eux, mais a résulté d'une évolution des espèces (et partant des caractéristiques majeures de la biosphère) qui n'a nullement consisté en la réalisation d'un **plan** ou d'un **programme** préétabli, comme peut l'être tout plan élaboré par l'homme ou même comme le « programme génétique » des acides nucléiques, mais est la conséquence de la **sélection naturelle**. La nature de celle-ci a bien été résumée par Jacques Monod dans sa formule *Le hasard et la nécessité* (titre de son livre de 1970), le hasard pouvant être schématiquement résumé par le terme « mutation » (les mutations étant aléatoires et fournissant la matière brute principale de la diversité biologique) et la nécessité par la sélection de certaines mutations, c'est-à-dire la survie et surtout la reproduction différentielle des organismes porteurs de telle ou telle mutation. On peut certes entrer dans de multiples détails et précisions quant au fonctionnement de ce système, mais ce qui est important à comprendre est que l'évolution biologique n'est ni la réalisation d'un plan préconçu ni non plus l'application mécanique de lois **déterministes** (comme en physique ou chimie) mais de différentiels **statistiques** en matière de survie et reproduction – ce qui explique qu'elle ne soit pas « parfaite » et aboutisse non rarement à des « impasses évolutives » ou à des extinctions, particulièrement en périodes de bouleversement des conditions environnementales.

Alors non, les arbres ne « communiquent » pas entre eux, comme le feraient des êtres dotés de conscience et d'intentions, ils interagissent « aveuglément », ce qui est fort différent. Les espèces vivantes n'ont aucune « stratégie évolutive » mais leurs caractéristiques sont le résultat de sélections, et l'« homéostasie » (toute relative) des écosystèmes ne procède nullement d'intentions conscientes de leur part, mais des multitudes d'interactions entre les multitudes de phénomènes de sélection naturelle concernant les organismes qui les composent, qui certes dans des conditions stables peuvent rester elles-mêmes relativement stables mais peuvent basculer rapidement en cas de crise.

A mon avis, le recours à des phénomènes explicatifs transcendants, non matériels, pour tenter de comprendre et expliquer le monde, est inapproprié dans une démarche matérialiste comme celle du marxisme, qui constitue le socle de la pensée révolutionnaire depuis Marx et Engels, et le recours à une pensée « animiste », tout comme la croyance en toute autre religion, « révélée » ou pas, est contradictoire avec l'action révolutionnaire de libération de

l'homme par l'homme et de toute tentative sérieuse de construction d'une société au service des humains, pas des patrons et des actionnaires, mais aussi des prêtres et gourous de toutes obédiences.

J'aurais encore d'autres choses à dire sur notre réunion de dimanche dernier, notamment concernant la biodiversité, sujet absent de cette discussion, mais ce texte est déjà bien long et je m'arrête là.

Alain Dubois, le 7 octobre 2023.